



**NPA**

sante-secu-social.npaz2009.org

# AVEC LES HOSPITALIER-E-S ET LES SOIGNANT-E-S, POUR LE DROIT DE TOU-TE-S À LA SANTÉ LE 16 JUIN, EN GRÈVE ET DANS LA RUE !

**A**vec une prime, une médaille et du blabla, Macron et son ministre Véran pensaient pouvoir calmer la colère des personnels hospitaliers. Ils ont dû déchanter. Partout, la sortie du confinement a été marquée par des manifestations de soignantEs et de leurs soutiens, lors des « mardis » et « jeudis » de la colère. Le pouvoir a compris que les hospitalierEs et l'ensemble de la société qui est à leurs côtés exigent autre chose que ces miettes. Pas avare de grands discours, au pic de la crise, le pouvoir n'a désormais qu'une hâte : tourner la page... et continuer dans la même direction !

« Plus jamais ça ! » Plus jamais les services bondés, les lits dans les couloirs, les urgences débordées, les soignantEs épuisés, comme c'était déjà le cas avant l'épidémie. Plus jamais un hôpital sans moyens (pas de masques ni de matériel de protection, pas de personnel suffisant) pour faire face à une crise sanitaire comme celle que nous venons de vivre. C'est ce que réclament les hospitalierEs en faisant grève depuis des mois, en manifestant sans jamais être entendus. C'est ce qu'exige aujourd'hui toute la société, qui a pu mesurer les conséquences dramatiques de l'affaiblissement de l'hôpital par les restrictions et l'austérité sur la population et les soignantEs.

## LE « SÉGUR DE LA SANTÉ », UNE MASCARADE

Deux semaines après le début de la « concertation » baptisée « Ségur de la santé », le bilan est éloquent. Nicole Notat, la « négociatrice », n'a rien à négocier. Le syndicat Sud a quitté la table et la plupart des

autres fédérations syndicales s'impatientent. Quant aux collectifs qui ont animé les luttes tout au long de l'année dernière, ils n'ont même pas voix au chapitre. Pourtant Macron et Véran restent sourds et aveugles : aucune réponse n'est apportée à l'exigence principale des hospitalierEs :

le recrutement et la formation des effectifs de personnels, permettant d'ouvrir les lits nécessaires et d'en finir avec des conditions de travail insupportables, mettant en danger la qualité et la sécurité des soins. Quant aux salaires - scandaleusement bas - qui placent la France dans le peloton de queue des pays européens, il n'est pas question de les augmenter de 300 euros pour toutes mais d'un saupoudrage en fonction des « compétences » et des « parcours professionnels ». Et ces maigres avancées devraient avoir pour contrepartie plus de « flexibilité » dans l'organisation du travail. Véran a même le culot de proposer aux soignantEs déjà épuisés d'exercer légalement un deuxième emploi pour boucler leurs fins de mois.

Leur « monde d'après », ce serait travailler encore plus pour arriver à vivre.

## PRIVATISATION DE LA SANTÉ, « PARTENARIATS PUBLICS PRIVÉS » : ILS VEULENT CONTINUER

L'épidémie a montré la nécessité d'un hôpital public et son élargissement à un service public de santé, gratuit et accessible. Au contraire, Macron et Véran veulent poursuivre la politique qu'ils ont menée à la suite de leurs prédécesseurs en réduisant la place de l'hôpital public.

Alors même que la médecine libérale n'attire plus,

**POUR NOS HÔPITAUX,  
UN BOUCLIER SANITAIRE VITE !**



**RÉOUVERTURE  
DES 100000 LITS SUPPRIMÉS EN 20ANS  
RECRUTEMENT  
DE 120000 PERSONNES SOUS STATUT**

que les médecins généralistes sont débordés et que les « déserts médicaux » s'étendent, ils prétendent remplacer l'hôpital public par des bricolages « territoriaux » de professionnels libéraux, et organisent la « complémentarité » entre le public et le privé. Les activités lucratives iront au secteur privé, tandis que le service public assumera les missions non « rentables ».

## REFUSONS DE PAYER LA CRISE

Comme l'a montré la période que nous venons de vivre, le droit à la santé ne va pas avec la défense des intérêts privés. Ni les médicaments, ni les moyens de protection (comme les masques), ni l'accès aux soins, ne doivent dépendre de la possibilité de quelques uns de s'enrichir. La santé est un bien fondamental auquel chacunE doit pouvoir accéder gratuitement, grâce à un service public de santé, financé par la Sécurité sociale, et non par des assurances ou des fondations privées.

Cette aspiration monte aujourd'hui dans toute la société. Elle doit s'exprimer ce mardi 16 juin et se poursuivre ensuite pour imposer que la santé soit une priorité et que chacunE puisse accéder aux meilleurs soins. Ce 16 juin, ces exigences pour la santé vont converger avec celles de tout ceux qui refusent d'être les sacrifiés de la crise, en particulier les salariéEs précarisés et menacés de licenciements. Face au Medef et au pouvoir qui voudraient que ce soient encore les mêmes qui paient la crise, seule la mobilisation permettra d'éviter que le « monde d'après » ne soit pire que celui d'avant.

### Ce que propose le NPA

- \* Mise en place et financement d'un plan de formation et de recrutement pérenne de 120 000 emplois pour les hôpitaux, recrutement de personnel pour les EHPAD pour atteindre le ratio d'un poste pour unE résidentE. Ce plan sera financé de manière durable par l'arrêt des exonérations de la part patronale des cotisations sociales.
- \* L'hôpital doit cesser d'être géré comme une entreprise, par des managers. La gestion doit être au service du soin et non l'inverse : c'est aux équipes soignantes et aux personnels, en lien et sous le contrôle des représentantEs des usagerEs, que doivent être définis les besoins et organisé le travail.
- \* Réorganisation du système de santé pour faire face aux situations imprévues, assurer la prévention, les soins, le suivi, sans être soumis à des impératifs de rentabilité immédiate.
- \* Annulation de la dette des hôpitaux.

### Pas de profits sur la santé :

- \* Nationalisation des cliniques et hôpitaux privés, expropriation de leurs actionnaires et intégration de leur personnels sur des emplois statutaires de la fonction publique.
- \* Expropriation de l'industrie pharmaceutique, qui doit être une industrie publique. La recherche médicale doit être publique, ses découvertes mise à disposition gratuitement (abrogation des brevets).
- \* Gratuité totale des soins sans avance des frais, avec prise en charge uniquement par la Sécurité sociale.

### La santé : l'affaire de touTEs !

L'épidémie de Covid-19 l'a rappelé dramatiquement : la possibilité pour chacunE de vivre en bonne santé doit être une priorité. Cela suppose les moyens pour tous d'accéder à une alimentation saine, à un logement décent, de s'épanouir en pouvant satisfaire tous les besoins fondamentaux, de travailler sans s'épuiser, sans risques et dans de bonnes conditions, de vivre décemment sa vieillesse.

C'est aussi disposer d'un système de santé gratuit, accessible à touTEs, proche et capable de dispenser à chacunE les meilleurs soins, avec des centres de santé de proximité publics et gratuits et un hôpital qui a les moyens de soigner.

Cette priorité doit se traduire dans les faits par un financement assuré à 100 % par la Sécurité sociale.

Il faut pour cela une autre répartition des richesses. La part de ces richesses consacrée à la santé doit être une priorité décidée et débattue collectivement. Un choix de société qui est l'affaire de tous et doit être défendu par touTEs.

**MASQUES PAYANTS, ABSENCE DE TESTS,  
DANGER SANITAIRE AU TRAVAIL ET À L'ÉCOLE**



**NOS VIES  
VALENT PLUS  
QUE LEURS PROFITS!**